

Panorama de la Guyane

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Cayenne
Superficie	83 846 km ² (16 % du territoire national, équivalant à la surface du Portugal)
Situation géographique	Nord-est du continent sud-américain, limitrophe du Brésil et du Suriname, Paris à 7 000 km
Langues parlées	Français, créole, langues amérindiennes et bushinengés
Monnaie	Euro
Statut	Région et département d'outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique européenne (RUP)
Rang mondial IDH (2010, estimation AFD)	73
Représentation nationale	2 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

Repères historiques

A la différence des autres départements d'Outre-mer qui sont des îles, la Guyane se situe au nord-est du sous-continent sud-américain. Elle forme le plus vaste des départements français d'outre-mer (16 % du territoire de l'Hexagone), équivalent à la surface du Portugal.

Les premières traces de peuplement de l'Amazonie datent d'environ 6 000 ans avant notre ère. Les Européens découvrent la Guyane en 1500 et les Français s'y installent en 1643 : elle est alors peuplée par les Amérindiens. L'esclavage, institué dans la seconde moitié du XVII^e siècle, est aboli en 1848. Le premier bague ouvre à la fin du XVIII^e siècle pour les ennemis de la Révolution. A partir de 1852, sous Napoléon III, commence véritablement la déportation de forçats afin de combler les besoins en main-d'œuvre suite à l'affranchissement de plus des deux tiers de la population en 1848. Plusieurs bagnes sont construits, dont les principaux à Cayenne, sur les Îles du Salut et à Saint-Laurent-du-Maroni.

Le premier site aurifère est découvert en 1855, donnant lieu à une ruée vers l'or qui ne s'achèvera qu'à la fin de la seconde guerre mondiale et amènera de nombreux émigrants, en provenance notamment des Antilles.

L'année 1965 marque le début de la construction du Centre spatial guyanais à Kourou. L'activité spatiale prend rapidement une place importante dans l'économie et la vie guyanaise. Le 9 avril 1968 est lancée la première fusée sonde baptisée Véronique et le 24 décembre 1979, la première fusée Ariane. Depuis, la base spatiale s'est agrandie avec l'arrivée de deux nouveaux lanceurs exploités simultanément avec Ariane : Soyouz, dont le premier tir s'est effectué fin 2011, et Véga depuis 2012.

La Guyane est devenue plus récemment un pôle d'attraction pour les migrants en provenance d'une grande partie de l'Amérique du Sud et des Caraïbes, principalement du Suriname, du Brésil, du Guyana ou d'Haïti. L'immigration est facilitée par l'inclusion de la Guyane dans le sous-continent sud-américain, les fleuves frontières (le Maroni à l'Ouest avec le Suriname, l'Oyapock à l'Est avec le Brésil) étant davantage des lieux d'échanges et de passages que de véritables frontières.

Organisation institutionnelle

Le cadre institutionnel de l'outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003. Depuis les lois de départementalisation du 19 mars 1946 et du 31 décembre 1982, la Guyane est un département et une région. A la différence de ses homologues de métropole, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. Elle est, comme les autres DOM, une région ultrapériphérique (RUP) de l'Union européenne, ce qui implique l'applicabilité du droit communautaire et lui permet de bénéficier des fonds structurels.

Suite au référendum de janvier 2010, la nouvelle collectivité unique, se substituant au département et à la région, devrait voir le jour en 2015. Un projet de loi définissant les modalités organisationnelles et de fonctionnement (gouvernance, mode de scrutin, nombre de conseillers, moyens financiers) de la collectivité a été présenté en Conseil des ministres en janvier 2011 et voté en juillet 2011.

UNE POPULATION JEUNE ET EN CROISSANCE

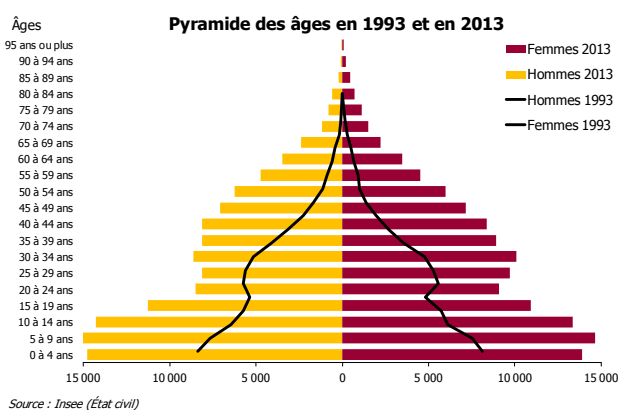
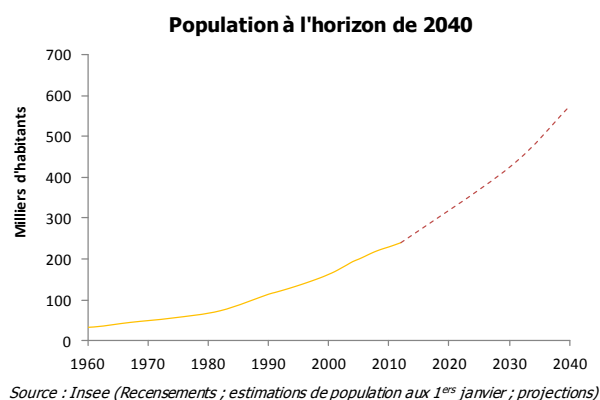
La population guyanaise se caractérise par son fort taux de croissance, sa jeunesse et la part importante de la population immigrée.

La jeunesse de la population s'explique en grande partie par la fécondité élevée : 3,5 enfants par femme. Entre 2003 et 2013, la population guyanaise a progressé en moyenne de 3,1 % par an, soit un rythme cinq fois plus important qu'au niveau national. Selon les projections de l'Insee, la population devrait plus que doubler en 30 ans et dépasser le demi-million en 2040.

La présence d'une forte population d'origine étrangère (30 % de la population), issue de vagues successives provenant de différents pays, procure à la Guyane une grande diversité culturelle.

Indicateurs démographiques	Guyane	France ⁽¹⁾
Population (milliers, millions pour la France, au 01/01/2013)	250,1	65,8
Part des moins de 20 ans (en %, 2013)	43,3	25
Part des 20 - 59 ans (% , 2013)	49,3	51
Part des 60 ans et plus (% , 2013)	7,4	24
Densité de population (hab./km ² , au 01/01/2013)	3,0	117 ⁽²⁾
Taux croissance annuel moy. de la pop. (% , 2003-2013)	3,1	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2012)	28,2	12,3
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2012)	3,2	8,7
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances, 2009-11)	9,9	3,6
Indice conjoncturel de fécondité (2012)	3,5	1,99
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2012)	82,8	85,0
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2012)	75,6	78,7

(1) Bilan démographique de l'Insee 2013 (population au 01/01/2014) ; (2) Densité de la population française métropolitaine en 2013 ; (3) Entre 2003 et 2013.
Source : Insee



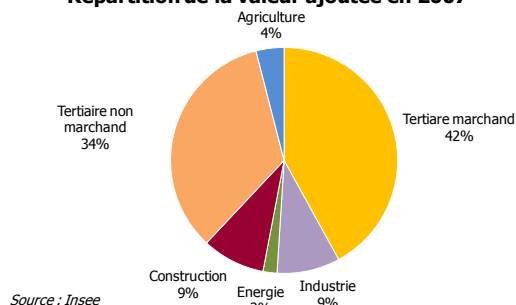
PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guyane connaît depuis plusieurs années une expansion significative. De 1999 à 2007, le PIB guyanais a progressé de 4,3 % en moyenne par an en termes réels, contre 2,1 % par an à l'échelle nationale. Cette vitalité est en grande partie liée au dynamisme démographique : l'augmentation de la population constitue un défi qui s'accompagne d'importants investissements en matière d'équipement du territoire et de l'essor d'un tissu productif pouvant ouvrir la voie à un développement plus autonome.

Le secteur spatial est également un vecteur important du dynamisme économique, tirant les exportations à la hausse et influençant les autres composantes de la demande, notamment l'investissement.

Cette croissance, qui atteint 3,3 % en volume pour l'année 2012, n'a pas encore permis de combler le retard par rapport à la moyenne nationale : le PIB par habitant qui progresse de 0,8 % en 2012 ne représente encore que la moitié du PIB par habitant français.

Répartition de la valeur ajoutée en 2007

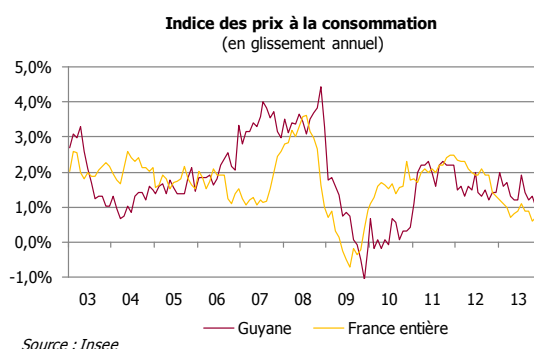


Principaux indicateurs économiques	Guyane	France ⁽²⁾
PIB (milliards d'euros courants, 2012)	3,8 ⁽¹⁾	2 032,3
Taux de croissance du PIB (% , euros constants, 2012)	3,3 ⁽¹⁾	0,0
PIB par habitant (euros courants 2012)	15 416 ⁽¹⁾	31 076
Dettes des collectivités (% du PIB, 2012)	10	8,5 ⁽³⁾

(1) Estimation Cerom ; (2) Chiffres de 2012 sauf mention contraire ; (3) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht
Sources : Insee, Douanes, Cerom, AFD, Direction des finances publiques, Région, Département

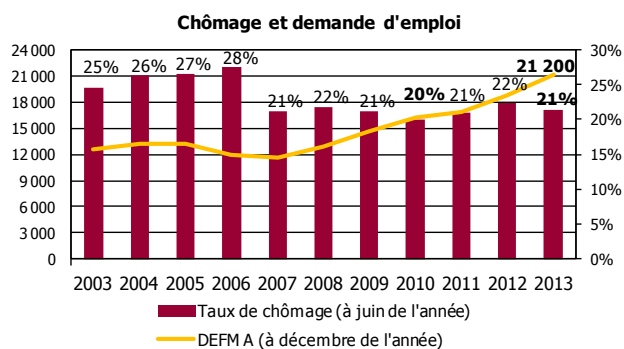
Une inflation modérée

La Guyane a connu depuis 2004 une accélération de la hausse des prix, particulièrement marquée en 2007 et 2008, sous l'effet notamment de l'appréciation des prix des services, des produits frais et de l'énergie. Les années 2009 et 2010 ont enregistré un net ralentissement, puis une stabilisation. A partir de la fin de l'année 2010, la hausse des prix en Guyane a repris, pour rejoindre les variations constatées au niveau national. A fin décembre 2013, l'augmentation des prix à la consommation était de 1,0 % dans le département, contre 0,7 % pour la France entière.



Un marché du travail toujours dégradé

Le marché du travail se caractérise par un faible taux d'activité (53,4 % en 2013) et par un taux de chômage élevé (21,3 % en juin 2013), principalement liés à une inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois, et par un poids encore important de l'informel. Cependant, on observe une progression du taux d'activité des hommes de 2 points entre 2008 et 2013 et de 5 points pour celui des femmes, témoignant ainsi de leur présence de plus en plus prégnante sur le marché du travail. L'emploi dans les secteurs non marchands reste prédominant avec 49,5 % du total de l'emploi salarié contre 32,1 % en métropole. Les secteurs des services et du BTP ont été les plus dynamiques en termes de créations d'emplois depuis 2000.



DEFMA : demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois, tenus de faire des actes positifs d'emploi
Sources : Dieccte, Insee

Emploi	2002	2012 (p)	12/02 ⁽¹⁾
Emploi total	44 070	52 206	1,7%
Emploi non salarié	3 015	2 864	-0,5 %
Emploi salarié	41 055	49 342	1,9 %
Agriculture	520	298	-5,4%
Industrie	2 411	4 084	5,4%
Construction	2 196	3 858	5,8%
Tertiaire marchand	12 846	16 663	2,6%
Tertiaire non marchand	23 082	24 439	0,6%

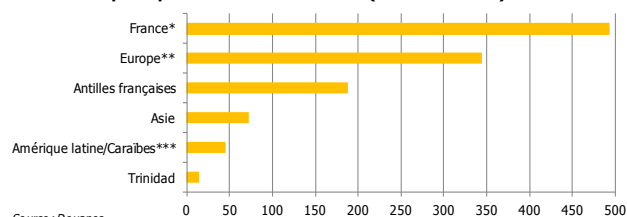
(p) provisoire ; (1) Évolution en moyenne par an

Source : Insee

Une économie encore largement dépendante

La part des importations (hors services) dans le PIB, proche de 100 % pendant la décennie 1990, s'est réduite mais reste structurellement élevée, en raison de l'activité spatiale qui nécessite l'importation de biens d'équipement à haute valeur ajoutée et de la faiblesse des filières productives. La balance commerciale, très déficitaire, s'élève à 1,3 milliard en 2013. Les exportations sont peu diversifiées : les réexportations de biens liées au spatial (catégorie « biens d'équipement ») et la production aurifère représentent la majorité des exportations en valeur et celles-ci restent insuffisantes pour compenser la forte progression des importations. L'Europe (hors France) prend une place croissante dans les échanges commerciaux avec la Guyane, mais la métropole demeure largement son premier partenaire. La Guyane échange encore très peu avec ses voisins sud-américains.

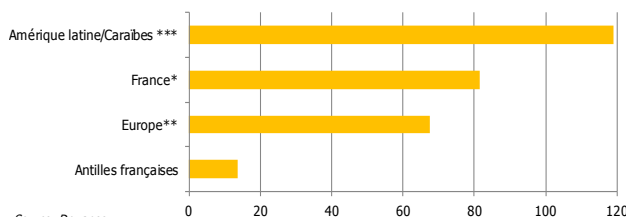
Les principaux fournisseurs en 2013 (millions d'euros)



Source : Douanes,

* France entière hors DFA ** hors France et DFA, y.c. pays hors U.E *** hors DFA et Trinidad

Les principaux clients en 2013 (millions d'euros)



Source : Douanes,

* France entière hors DFA ** hors France et DFA, y.c. pays hors U.E *** hors DFA

Importations en valeur (millions d'euros)	2013
Industries des biens d'équipement	515,8
Produits pétroliers et hydrocarbures	238,9
Industries agroalimentaires	214,7
Industries des biens de consommation	167,2
Total	1 588,9

Source : Douanes

Exportations en valeur (millions d'euros)	2013
Industries des biens d'équipement ⁽¹⁾	185,0
Produits métalliques et métallurgiques (dont or)	67,5
Industries agroalimentaires	11,2
Autres (produits chimiques, du bois)	27,4
Total	292,6

(1) comprend la valeur des containers vides et des biens liés au spatial

Source : Douanes

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

L'économie guyanaise est dominée par le secteur tertiaire, mais l'industrie continue à se développer. Le poids de l'activité spatiale dans l'économie a diminué d'environ dix points en dix ans, traduisant une certaine diversification de l'activité locale. Malgré une année 2013 en repli, le secteur de la construction constitue l'un des moteurs de la croissance guyanaise, alors que la plupart des filières traditionnelles sont en difficulté depuis plusieurs années : la production d'or se replie, la riziculture est en déclin et l'accès à la ressource crevette est problématique. En revanche la filière bois, qui bénéficie d'une demande soutenue se développe, de même que le tourisme qui dispose en Guyane d'un fort potentiel.

Principaux indicateurs sectoriels	2013	13/ 03 ⁽¹⁾
Nombre de tirs de fusées	7	10,6 %
Exportations d'or (tonnes)	1,3	- 13,3 %
Ventes de ciment (hors liants et filler, tonnes)	92 130	3,1 %
Production de rhum (hectolitres d'alcool pur)	2 626	0,4 %
Grumes sortie de forêt (mètres cubes)	71 664	0,6 %

(1) taux de croissance annuel moyen

Sources : Douanes, CCIIRG, Ciments guyanais, ONF

	2013	13/03 ⁽¹⁾
Prises de crevettes (tonnes)	682	- 15,2 %
Prises de poissons (tonnes)	1 496	5,7 %
Abattages de porcins et bovins (tonnes)	771	2,3 %
Trafic portuaire (tonnes)	653 941	0,9 %
Trafic aérien (nombre de passagers)	436 991	1,3 %

(1) taux de croissance annuel moyen

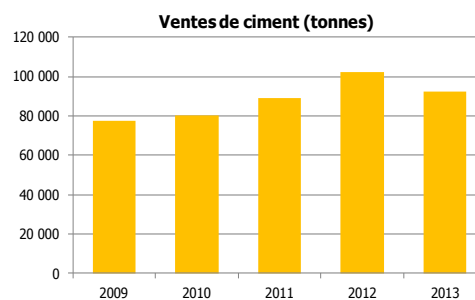
Sources : Ifremer, Daaf, CCIIRG

Un rôle moteur du spatial

La filière spatiale a un effet d'entraînement sur les secteurs de l'industrie, des services aux entreprises et du transport. Selon une étude d'impact menée par l'INSEE en 2007, le poids de cette activité représentait 16,2 % du PIB en 2002. Les effectifs du Centre spatial guyanais (CSG) atteignent 1 685 personnes et les emplois induits sont estimés à 4 200. Avec l'installation des lanceurs Soyouz (premier lancement fin 2011) et Vega (premier lancement effectué début 2012), le CSG possède désormais un éventail d'offres (lanceur lourd : Ariane 5, moyen : Soyouz, léger : Vega) qui lui permet de répondre à l'ensemble des demandes des opérateurs mondiaux ainsi qu'à des missions spécifiques (satellites Galileo et transporteur spatial ATV – Automated Transport Vehicle). Avec 7 lancements réalisés avec succès en 2013, le spatial conforte son rôle moteur de l'économie guyanaise.

La construction liée aux besoins en logements

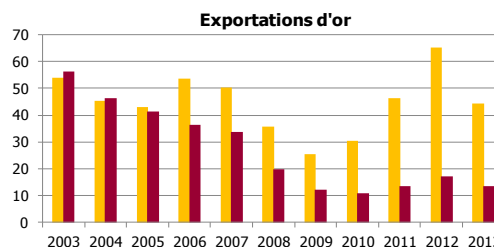
Le secteur du BTP a connu une croissance soutenue entre 2006 et 2008, grâce notamment à la commande publique et aux projets structurants (Soyouz). Après un ralentissement en 2009-début 2010, l'activité du secteur s'est accélérée à nouveau, soutenue par la poursuite des projets relatifs à la construction de nouveaux logements et à l'aménagement du territoire. Le secteur de la construction a connu une année 2013 charnière avec, d'une part, la livraison et la finalisation de nombreux projets lancés au cours des années antérieures et, d'autre part, la réduction de lancements de nouveaux chantiers et de permis de construire accordés, suite à la fin de certaines mesures de défiscalisation. En 2013, les ventes de ciment ont toutefois diminué de 9,9 % sur l'année, signal d'un ralentissement du secteur après deux années de forte activité. L'effet d'entraînement de la commande privée s'est ainsi atténué en 2013, avec 1 057 logements privés autorisés, soit une diminution de 43 %.



Source : Ciments guyanais, hors fillers et liants

Un secteur aurifère en difficulté

Si l'or reste la principale exportation « locale » avec 31 % du total en valeur, ce résultat satisfaisant s'explique par la flambée du cours de l'or. Les volumes d'or légalement produits et exportés ont sensiblement décliné depuis 2002, la filière étant très affectée par les problèmes liés à l'orpaillage illicite, aux contraintes réglementaires et aux coûts de production plus élevés en Guyane. La reprise en volume entamée depuis 2011 ne s'est pas poursuivie en 2013.



Source : Douanes

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le financement de l'économie guyanaise est principalement assuré par les établissements de crédit implantés localement (qui détiennent 87 % de l'encours total de crédits). L'essor du marché guyanais a également attiré les banques régionales basées aux Antilles, soit pour assurer le financement de la clientèle locale, soit pour accompagner le développement d'entreprises appartenant à des groupes antillais. La croissance annuelle des concours bancaires, soutenue par une forte demande de financements de logements, est essentiellement portée par les crédits à l'habitat (octroyés notamment aux ménages et aux bailleurs sociaux) qui représentent 58 % de l'encours sain total. Les entreprises concentrent 51 % de l'endettement global du département, contre 32 % pour les ménages et 14 % pour les collectivités locales. Dans le contexte d'une politique plus sélective en matière d'octroi, le taux de créances douteuses de la place a fortement diminué depuis le début des années 2000, s'établissant à 3,9 % fin 2013.

A fin décembre 2013, la Guyane comptait 47 guichets bancaires permanents. Avec un ratio d'un guichet pour 5 321 habitants, la Guyane présente une densité bancaire plus de deux fois inférieure à celle des autres DFA.

Entreprises		Ménages	
	2013		2013
Encours bancaires (tous établissements)	1 353,8 M€	Nombre d'habitants par guichet bancaire	5 321
crédits d'exploitation	94,1 M€	Nombre d'habitants par guichet automatique	1 839
crédits d'investissement	409,3 M€	Nombre de comptes bancaires par habitant	1,40
crédits immobiliers	841,0 M€	Nombre de cartes en circulation	273 215
Actifs financiers (tous établissements)	469,9 M€	Nombre de dossiers de surendettement déposés	179
dépôts à vue	280,5 M€	Encours bancaires (tous établissements)	857,9 M€
épargne liquide ou à court terme	61,8 M€	crédits à la consommation*	170,7 M€
épargne à long terme	127,6 M€	crédits à l'habitat	687,0 M€
Nombre d'incidents de paiement sur effet bancaire	372	Actifs financiers (tous établissements)	1 037,5 M€
	763	dépôts à vue	345,6 M€
		épargne liquide ou à court terme	342,3 M€
		épargne à long terme	349,6 M€
		Personnes physiques en interdiction bancaire	9 536
		Endettement moyen par ménage** (en €)	12 680
		Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible brut, 2007)	26,8 %
		Taux de créances douteuses brutes (tous établissements, tous agents)	3,9 %

*hors nouvel intervenant sur le marché du crédit de trésorerie en 2010 **67 657 ménages estimés par l'Insee au 1er janvier 2011
Source : Iedom, Insee

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2013 sauf indication contraire.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr